

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« NOUS SOMMES INQUIETS » : RÉACTION DU CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES AU BUDGET FÉDÉRAL

Montréal, le 7 avril 2022 – Le Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC) est déçu de l'absence de nouvelles mesures concrètes en matière d'assurance-emploi dans le budget 2022.

« On semble repousser de nouveau la réforme de l'assurance-emploi. Nous l'avons dit à plusieurs reprises : le programme d'assurance-emploi a été considérablement malmené au cours des dernières décennies, ce que la crise a mis en lumière avec acuité », a déclaré Pierre Céré, porte-parole du CNC.

Le Conseil national des chômeurs et chômeuses considère que le programme d'assurance-emploi doit être modernisé, afin de mieux répondre aux différentes réalités du monde du travail, celles du précaire par exemple, mais aussi pour apporter un cadre et des normes beaucoup plus équitables et justes. Il y a actuellement un large consensus social sur le fait qu'il faut mettre en œuvre une réforme permanente, élargissant la couverture et améliorant les protections.

« Rappelons que la ministre a reçu le mandat de mettre en œuvre d'ici l'été 2022 un plan de réforme de l'assurance-emploi, et que les mesures temporaires du programme prennent fin à l'automne. Le temps presse. Nous nous attendions à une annonce concrète. Ce n'est pas le cas », a poursuivi Pierre Céré. « Nous posons la question : sommes-nous en train de reporter une possible réforme au prochain budget, en 2023, ou pire? »

« Nous sommes perplexes devant ce que nous pourrions qualifier d'inadéquation entre les engagements du gouvernement et, d'autre part, ses agissements. Si le ministère de l'Emploi, dont relève le programme d'assurance-emploi, réalise un sérieux travail de consultation et de préparation d'une réforme de ce programme, on se demande si la volonté gouvernementale est toujours au rendez-vous et si le gouvernement en fait toujours l'une de ses priorités ».

Même si le budget contient des engagements progressistes intéressants, au même moment, la Ministre des Finances annonce qu'elle va « examiner et réduire les dépenses gouvernementales, parce que c'est la chose responsable à faire ».

« Nous sommes inquiets », a conclu le porte-parole.

-30-

Source :

Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC)

Informations :

Pierre Céré, porte-parole, cell. : 514-606-4074

Courriel : cnc@lecnc.com